

L'université du Cap vote la condamnation des violations des droits humains des Palestiniens par Israël, et se réserve le droit de se «dissocier» des institutions académiques qui rendent possibles ces violations

30 mars 2019

Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)/Afrique du Sud

Le conseil de l'Université du Cap, la première université d'Afrique, vote pour se réserver le droit de se dissocier des institutions académiques qui soutiennent ou rendent possible, directement ou indirectement, la violation des droits humains.

Nous nous réjouissons du vote de l'Université du Cap par lequel elle « *condamne les atrocités et les violations des droits humains perpétrées dans les territoires palestiniens occupés* » et se réserve le droit de se dissocier des « *institutions académiques qui soutiennent (directement ou indirectement) la violation des droits humains et/ou rendent possible la violation de ces droits humains* ».

Les Palestiniens appellent à un boycott académique des universités israéliennes qui en sont complices en raison de leur rôle dans la justification, la planification, la mise en œuvre et le maintien du système d'Israël d'oppression,

incluant le vol de la terre, le siège cruel et les attaques qui se poursuivent contre Gaza, et les lois d'apartheid.

Aujourd'hui, alors que les Palestiniens commémorent la Journée de la Terre et une année de manifestations de la Grande Marche du Retour à Gaza, nous savons que, tout comme en Afrique du Sud, le régime apartheid d'Israël finira par s'effondrer sous le poids combiné des personnes de conscience unies aux Palestiniens dans notre combat pour la liberté, la justice et l'égalité.

Nous remercions le Forum de la solidarité avec la Palestine de l'Université du Cap pour ses efforts inlassables. Nous exhortons les universitaires dans le monde à travailler pour veiller à ce que le milieu universitaire ne rende pas possible, directement ou indirectement, l'oppression des Palestiniens par Israël.

Source : [PACBI](#)

Traduction : JPP pour BDS FRANCE